



Extract of FSU-95 Val d'Oise

<http://fsu95.fsu.fr/Les-fonctionnaires-a-quoi-ca.html>

# Les fonctionnaires, à quoi ça sert ?

- actualité2018 - Actualité -

Publication date: jeudi 27 novembre 2014



Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

**F.S.U.95**

## Les fonctionnaires, à quoi ça sert ?

*Les Echos | Le 20/11 à 06:00, mis à jour à 09:48*

**Le « fonctionnaire bashing » est devenue une figure imposée du débat politique. Au lieu de se poser sempiternellement la question du coût de la fonction publique, si l'on essayait de mesurer ce qu'elle apporte ?**

Trop nombreux, privilégiés, coûteux, absentéistes, peu productifs... Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. Qui veut se débarrasser des fonctionnaires jette l'opprobre sur les agents et leurs missions. Et si on se posait les bonnes questions... A quoi ça sert, un fonctionnaire ? Ça sert à assurer des missions relevant de l'intérêt général : éducation, santé, sécurité, justice, culture, écologie, défense... Chacun, quels que soient ses revenus, son origine, son adresse, voit l'accès à ses droits assurés, partout sur le territoire. Ces services seraient-ils mieux rendus si les intérêts marchands s'en saisissaient ? Les exemples d'externalisation (restauration scolaire, service de l'eau...), de partenariat public-privé (Grand Stade de Lille, hôpital sud francilien, nouvelles prisons...) montrent que les deniers publics ne sont pas forcément mieux dépensés quand le privé s'en charge et offrent souvent l'occasion de profits sur les besoins des citoyens sans que les services soient de meilleure qualité.

Les contempteurs de l'Etat, de ses services et de ses agents semblent sûrs que seule « la main invisible du marché » fait mieux fonctionner, en toute circonstance, l'économie et nos sociétés. Mais dans quel état seraient les banques si les pouvoirs publics, en France comme ailleurs, ne les avaient aidées à surmonter une crise financière qu'elles avaient elles-mêmes initiée par leurs comportements prédateurs indifférents aux risques pour les peuples ? Lors de la crise financière de 2008, nul ne niait l'évidence : son impact social a été moindre en France parce que son modèle social est structuré par des services publics développés et un système de protection sociale solidaire.

Pourtant, au nom des économies que l'Etat doit réaliser, alors que le gouvernement se prive de recettes fiscales (réforme de la fiscalité ajournée, lutte contre la fraude fiscale insuffisante, exonérations multiples...), certains font de la surenchère contre le secteur public, décrit comme trop coûteux.

Mais la fonction publique en France coûte-t-elle plus qu'ailleurs ? En 1978, 9 points de PIB étaient affectés aux rémunérations des agents publics contre 9,3 en 2011. Pour les seuls fonctionnaires de l'Etat, les dépenses de personnel (salaires, cotisations des employeurs et prestations sociales) représentent 5,9 % du PIB, c'était 7,2 % en 1978. En 2008, pour les trois fonctions publiques le coût est de 12,7 % du PIB, soit une baisse de 0,8 % depuis 1998. En Suède, c'est 14,9 % et au Danemark, 17,3 %. Si le nombre d'agents publics entre 1990 et 2012 a connu une progression de 26,2 %, il faut rappeler que la France a connu une progression démographique de 12,5 % avec un des taux de natalité les plus forts d'Europe, couplé à une espérance de vie qui augmente. Cela crée des besoins (accueil des jeunes enfants, éducation, accompagnement des personnes âgées...) qui impliquent une intervention publique pour garantir à tous un accès à des services essentiels.

A rebours de ce discours dominant où les services publics coûtent ne pourrait-on pas reconnaître aussi qu'ils rapportent ? L'Etat, les collectivités territoriales sont des acteurs incontournables de la vie économique et sociale,

## Les fonctionnaires, à quoi ça sert ?

---

avec le financement et la réalisation de services et d'infrastructures majeurs : formation et santé des futurs citoyens et salariés, réseaux routiers ou transports collectifs qu'ils empruntent, logement aidé, accueil des enfants et des personnes âgées, subventions aux entreprises. Que coûterait, en termes sociaux, sanitaires, écologiques, mais aussi économiques, l'absence de ces services ou leur renvoi à l'initiative individuelle ?

Le travail et l'investissement des agents de la fonction publique doivent donc être reconnus, avec les emplois nécessaires pour répondre aux besoins, en mettant fin à la précarité d'un agent public sur cinq. Comme pour tous les salariés, la progression de leur pouvoir d'achat est une condition de la relance. Les services publics, garants de l'intérêt général, contribuent à assurer une cohésion sociale minée par des politiques économiques et fiscales toujours plus inégalitaires.

*Bernadette Groison est secrétaire générale de la FSU.*